

N° 40/CA du Répertoire

N° 2002-123/CA3 du Greffe

Arrêt du 25 juin 2014

Affaire :- DAMBABA Ibrahim
- AGNIDE Cathérine

C/

Préfet du département de l'Atlantique

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date du 23 septembre 2002, enregistrée au greffe de la Cour le 04 octobre 2002 sous le n°0955/GCS par laquelle monsieur DAMBABA Ibrahim et madame AGNIDE Catherine ont introduit un recours aux fins d'annulation de l'arrêté n°2/527/DEP-ATL/SG/SAD pris le 1^{er} octobre 1998 par le Préfet du Département de l'Atlantique ;

Vu la lettre de mise en demeure n°2281/GCS du 10 octobre 2002 adressée aux requérants aux fins de payer la consignation légale ;

Vu la lettre n°2282/GCS du 10 octobre 2002 par laquelle les requérants ont été invités à régulariser leur requête par la formalité de timbrage prévue par l'article 682 du code général des impôts ;

Vu la lettre n° 1126/GCS du 09 octobre 2003 par laquelle les requérants ont été à nouveau mis en demeure de payer la consignation légale ;

Vu la lettre n° 1127/GCS du 09 octobre 2003 par laquelle les requérants ont été à nouveau invités à régulariser leur recours ;

Vu les lettres 0929/GCS du 11 mars 2004 et n°2265/GCS du 11 juin 2004 par lesquelles les requérants ont



[Handwritten signatures]

été encore mis en demeure aux fins d'accomplir les formalités préliminaires ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour Suprême, précédemment en vigueur ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Oùï le Conseiller-rapporteur **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;

Oùï l'Avocat Général **Onésime G. MADODE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

EXAMEN DE LA REQUETE

Considérant que pour être recevable, la requête doit entre autres conditions non seulement préciser les faits mais surtout porter la signature du requérant ;

Considérant que dans le cas d'espèce les requérants n'ont pas suffisamment précisé les faits pour situer le litige ;

Que de même la requête ne porte aucune signature des expéditeurs ;

Que les requérants, alors que ces insuffisances de leur requête constituent des vices de forme régularisables, invités et mis en demeure par la Cour à venir à accomplir les formalités préliminaires, occasion pour régulariser leur requête, ne se sont pas manifestés ;

Que l'article 682 du code général des impôts soumet la requête en vue d'un recours pour excès de pouvoir aux droits de timbre ;



Que par conséquent, le requérant, pour n'avoir pas accompli ces formalités, doivent être déclarés irrecevables leur recours.

Par ces motifs,

Décide :

Article 1^{er} : Le recours en date du 23 septembre 2002 introduit par monsieur DAMBABA Ibrahim et madame AGNIDE Catherine est irrecevable ;

Article 2 : Les frais sont mis à la charge des requérants ;

Article 3 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties ainsi qu'au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Monsieur **Jérôme O. ASSOGBA**, Conseiller à la chambre administrative,

PRESIDENT ;

Madame **Eliane R. G. PADONOU** }

Et { **CONSEILLERS.**

Monsieur **Etienne FIFATIN** }

Et prononcé à l'audience publique du mercredi vingt-cinq juin deux mille quatorze, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Onésime G. MADODE,

MINISTERE PUBLIC ;

Françoise TCHIBOZO-QUENUM, officier de justice

GREFFIER.

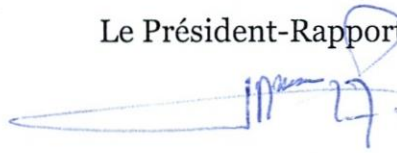


[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

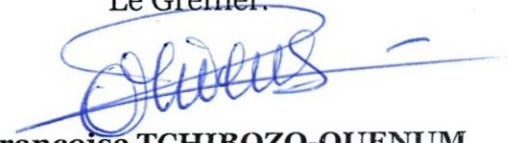
Et ont signé,

Le Président-Rapporteur,



Jérôme O. ASSOGBA

Le Greffier.



Françoise TCHIBOZO-QUENUM

AE = 40.000

Enregistré à Cotonou le 16/07/14
N° 19 Case 2943
Six mille francs
Ministère de l'Enregistrement



Erick M. M.
AKAKPO - DJIHOUNTRY